



Nations Unies

## Conseil de sécurité

### CS/10093

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Conseil de sécurité**  
6430<sup>e</sup> séance – matin

**MOYEN-ORIENT: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES  
DEMANDE AUX PARTIES DE SURMONTER LEURS « CONTRAINTES INTERNES » POUR  
SORTIR DE L'IMPASSE DIPLOMATIQUE**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, a fait le point, ce matin, sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Il a notamment souligné que, depuis la fin du moratoire sur les constructions le 26 septembre dernier, et l'impasse diplomatique qui en a résulté, « les efforts se poursuivent pour ramener les deux parties à la table des négociations ». « Des discussions entre les États-Unis et les parties sont actuellement en cours », a-t-il indiqué aux membres du Conseil de sécurité réunis dans le cadre de la réunion mensuelle que le Conseil consacre à la question.

M. Pascoe a appelé le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, à faire preuve de leadership et à dépasser leurs contraintes internes en saisissant l'opportunité d'atteindre une paix historique et durable. « Le Secrétaire général reste engagé à travailler avec les parties à l'établissement d'un État palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël », a-t-il dit.

« Il est essentiel, a souligné M. Pascoe, que les parties s'engagent sérieusement à reprendre les pourparlers en vue de résoudre toutes les questions en suspens liées au statut permanent, l'ONU appuyant à cette fin la tenue rapide d'une réunion du Quatuor pour accélérer la relance du processus. » Il a ensuite évoqué les raisons du blocage, en notant en particulier que, du point de vue des Palestiniens, c'est l'impact de la reprise des activités de construction de nouvelles colonies de peuplement qui empêche tout dialogue. « Le Secrétaire général a exprimé sa préoccupation sur ce point lors de sa rencontre avec le Premier Ministre israélien, le 8 novembre à New York. Lors de sa réunion du 21 septembre dernier, le Quatuor avait réitéré que l'annexion de Jérusalem-Est n'est pas reconnue par la communauté internationale. » « Nous appelons de nouveau Israël à respecter ses obligations au titre de la Feuille de route en gelant ses activités illégales de construction et à ne pas autoriser la construction de logements supplémentaires », a ainsi déclaré M. Pascoe.

Sur l'attitude des deux parties au cours du mois écoulé, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a indiqué que l'agenda de l'Autorité palestinienne concernant l'édification d'un État palestinien progresse conformément à la stratégie du Premier Ministre palestinien, M. Salam Fayyad. Cette stratégie exige cependant un appui financier durable et adéquat. « Les Nations Unies continuent d'exhorter les États Membres à mobiliser des ressources additionnelles pour combler les manques actuels. » Il s'est ensuite félicité de ce que les forces de sécurité palestiniennes aient continué à maintenir l'ordre et à combattre activement l'extrémisme et du fait qu'un sixième bataillon palestinien ait achevé sa formation en Jordanie, le 10 novembre, en vue d'être déployé en Cisjordanie.

« Les Forces de sécurité israéliennes ont conduit 371 opérations en Cisjordanie », a ensuite indiqué M. Pascoe, qui a précisé que ces opérations avaient permis l'arrestation de membres du Hamas. Un nombre important d'attaques ont été perpétrées par les Palestiniens contre des colons israéliens et, inversement, de

nombreuses attaques ont été menées par des colons contre des Palestiniens ou leurs biens, a fait observer M. Pascoe, en signalant qu'à ce jour, quelque 500 obstacles continuent d'entraver la circulation en Cisjordanie. Tout en reconnaissant les préoccupations légitimes du Gouvernement israélien en matière de sécurité, il a cependant souligné qu'il était important que les organisations internationales et leur personnel puissent avoir un accès élargi dans la zone, y compris à Jérusalem-Est, ainsi qu'à Gaza afin d'assurer la réalisation de leurs programmes d'assistance.

Concernant précisément Gaza, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a déclaré qu'au cours du mois écoulé, des militants palestiniens avaient lancé huit roquettes contre Israël, les Forces de sécurité israéliennes ayant répliqué en menant 10 opérations aériennes et 23 incursions dans la bande de Gaza. Rappelant qu'au cours de ces opérations, quatre militants palestiniens ont été tués, M. Pascoe a indiqué que « sans préjuger du droit légitime d'Israël d'assurer sa défense, l'ONU réitérait fermement son opposition aux exécutions extrajudiciaires ». « Nous continuons à condamner les tirs de roquettes, qui mettent en danger de manière indiscriminée la vie des civils », a-t-il ajouté, avant d'exhorter les parties à faire preuve de calme et de retenue et à respecter le droit international humanitaire.

Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs rappelé que la priorité des Nations Unies était toujours la reconstruction d'une économie viable à Gaza, dans le cadre prévu par la résolution 1869 (2009) du Conseil de sécurité. Il a ainsi estimé que l'accès aux terres bordant la bande de Gaza et aux zones de pêche étaient nécessaires, de même que la relance de l'industrie du bâtiment pour le redressement économique de la zone. M. Pascoe s'est félicité en ce sens de l'approbation par Israël de la mise en œuvre de programmes menés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'une valeur d'environ 80 millions de dollars. « Nous appelons Israël à faciliter l'entrée du matériel de construction et à autoriser les institutions de l'ONU à intensifier les travaux de reconstruction de l'ONU dans la bande de Gaza », a-t-il insisté.

Après avoir déploré l'échec de récentes discussions entre le Fatah et le Hamas sur la réconciliation palestinienne et appelé à la libération immédiate du soldat israélien Gilad Shalit, détenu depuis plus de quatre ans, M. Pascoe a déclaré que la situation dans le Golan syrien occupé était restée stable en dépit d'activités de construction. Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs indiqué qu'il n'évoquerait pas aujourd'hui la situation au Liban, qui a été largement abordée la semaine dernière au cours d'une séance privée du Conseil. À cette occasion, le Coordonnateur spécial pour le Liban, M. Michaël Williams, et le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. Atul Khare, avaient présenté le [rapport](#) du Secrétaire général sur l'état de mise en œuvre de la résolution 1701 (2006).

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel